

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 22 mars 1999;

Vu l'urgence, motivée par les accords conclus avec les autorités locales aux Etats-généraux du 22 octobre 1998 à Malines dans le cadre du pacte à conclure avec les communes et les CPAS, et la nécessité de réaliser effectivement dans un délai convenable, les arrêtés réglementaires découlant de ces accords;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 mai 1999, en exécution de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5, 3°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 mars 1991 portant exécution de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 mars 1991 relatif au « Investeringsfonds ter verdeling van de subsidies voor bepaalde onroerende investeringen die in de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest door of op initiatief van de provincies, de gemeenten of de Vlaamse Gemeenschapscommissie worden gedaan », est remplacé comme suit :

« 3° 100 % des dépenses subventionnables pour tous les autres investissements des communes. »

**Art. 2.** L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le cumul des subventions utilisées ou à utiliser avec une autre subvention d'investissement est autorisé. La subvention cumulée se limite au montant total des dépenses subventionnables des travaux concernés. »

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant les Affaires intérieures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 8 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaines et du Logement,

L. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2472

[S - C - 99/27597]

#### 3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 et du 29 avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 et du 29 avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 1994 fixant le statut des agents de l'Institut scientifique de Service public;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole n° 279 du comité de secteur n° XVI, établi le 18 septembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement, le 26 novembre 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 31 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Ont seuls autorisés à occuper du personnel scientifique les services ou organismes suivants :

1° le Service des études et de la statistique du Ministère de la Région wallonne;

2° le Centre scientifique de Gembloux du Ministère de la Région wallonne;

3° la Direction des structures routières du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports;

4° la Direction des recherches hydrauliques du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports;

5° la Direction des structures métalliques du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports;

6° la Direction des structures en béton du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports;

7° l'Institut scientifique de service public.

Par personnel scientifique, il faut entendre les fonctionnaires porteurs d'un des grades énumérés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, tel qu'il est remplacé par l'article 6 du présent arrêté, ainsi que les personnes engagées sous contrat de travail conformément à l'article 42 du présent arrêté, occupés dans l'un des services ou organismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Les emplois réservés aux titulaires des grades visés à l'alinéa 2 sont repris au cadre sous la rubrique spéciale « personnel scientifique ».

Ces emplois sont exclusivement réservés aux fonctionnaires dont les activités impliquent principalement, au sein des services et organismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des activités de recherche scientifique ou de direction de recherches scientifiques reconnues par le Gouvernement sur proposition motivée du jury visé à l'article 2.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué pour chacun des services visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, un jury composé comme suit :

1° les deux fonctionnaires les plus élevés en grade sous l'autorité desquels est placé le service ou l'organisme, ou leurs délégués;

2° trois enseignants compétents dans les matières dont traite le service ou l'organisme et issus des institutions wallonnes et francophones d'enseignement universitaire.

Les trois enseignants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont désignés par le Gouvernement pour trois ans renouvelables. Ils bénéficient des indemnités pour frais de parcours et de séjour accordées aux fonctionnaires de la Région et sont, à cet égard, assimilés au rang A3.

Le jury est présidé par le fonctionnaire le plus élevé en grade. Les décisions y sont prises à la majorité simple des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

§ 2. A l'Institut scientifique de service public, la commission scientifique et technique exerce les attributions reconnues au jury par le présent arrêté.

**Art. 3.** Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les arrêtés et dispositions suivants, tels qu'ils ont été modifiés, sont applicables au personnel scientifique définitif ou stagiaire visé à l'article 1<sup>er</sup> :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région;

4° toutes les dispositions légales et réglementaires à caractère statutaire applicables aux services du Gouvernement wallon au 1<sup>er</sup> décembre 1994 dans la mesure où les arrêtés et dispositions précités ne les abrogent pas.

**Art. 4.** Les dispositions par lesquelles la Région modifierait, compléterait ou remplacerait les arrêtés et dispositions énumérés à l'article 3 seront applicables de plein droit au personnel scientifique, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région*

**Art. 5.** L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région doit se lire comme suit :

« Les rangs, au nombre de trois, appartiennent tous au niveau 1. »

**Art. 6.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Les grades sont répartis entre les rangs comme suit :

1° au rang A3, le grade d'inspecteur général scientifique;

2° au rang A4, le grade de directeur scientifique;

3° au rang A6, le grade d'attaché scientifique. »

**Art. 7.** L'article 6 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, doit se lire comme suit :

« Art. 6. Le jury visé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région détermine les conditions d'accès à chaque emploi selon les modalités ci-après.

L'accès à un emploi selon l'un des modes prévus à l'article 8 est subordonné à la possession des qualifications et des aptitudes scientifiques imposées par la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques.

Par qualification, il faut entendre la détention d'un ou plusieurs diplômes ou certificats.

Par aptitudes scientifiques, il faut entendre des connaissances ou aptitudes particulières relevant d'un savoir ou d'une expérience scientifique. »

**Art. 8.** L'article 8, §§ 2 et 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999, doit se lire comme suit :

« § 2. Il est pourvu à la vacance d'un emploi de recrutement successivement par :

1° mutation à la demande du fonctionnaire;

2° transfert à la demande du fonctionnaire;

3° recrutement.

Toutefois, un emploi de recrutement libéré par mutation à la demande du fonctionnaire ou par transfert à la demande du fonctionnaire est pourvu par recrutement.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure relative à la candidature à la mutation, à la promotion par avancement de grade et au transfert. »

**Art. 9.** L'article 9 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 9. Peuvent seuls être conférés par recrutement les emplois d'attaché scientifique et d'inspecteur général scientifique. »

**Art. 10.** Les articles 10 à 12 du même arrêté ne sont pas applicables.

**Art. 11.** L'article 14 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 et du 29 avril 1999, doit se lire comme suit :

« Art. 14. La mutation est le passage d'un fonctionnaire d'un emploi repris sous la rubrique « personnel scientifique » dans un cadre à un autre emploi de même grade du même cadre correspondant à ses aptitudes scientifiques et repris sous la rubrique « personnel scientifique. »

Dans ce cas, le conseil de direction, après consultation du ou des jurys concernés, formule une proposition afin de pourvoir à la vacance d'emploi. »

**Art. 12.** L'article 15, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, doit se lire comme suit :

« Les demandes de mutation sont soumises au conseil de direction qui les déclare, après consultation du ou des jurys concernés, compatibles ou non avec les besoins du service d'origine et ceux du service dans lequel le fonctionnaire demande à être muté. »

**Art. 13.** L'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, doit se lire comme suit :

« La mutation est décidée par le Gouvernement en faveur du fonctionnaire qui, parmi ceux proposés par le conseil de direction, après consultation du ou des jurys concernés, justifie de l'ancienneté la plus grande. »

**Art. 14.** L'article 17, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999, doit se lire comme suit :

« Dans ce cas, pour les vacances d'emploi aux rangs A3 et A4, le conseil de direction, après consultation du ou des jurys concernés, formule une proposition afin de pourvoir à la vacance d'emploi. »

**Art. 15.** L'article 18 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, doit se lire comme suit :

« Peut être promu par avancement de grade le fonctionnaire qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de 4 ans;

2° justifier de l'évaluation positive;

3° témoigner d'activités scientifiques dont la valeur est reconnue par le jury;

4° témoigner d'aptitudes à la direction vérifiées par le conseil de direction;

5° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive proposée avant la déclaration de vacance et non radiée.

Seul le titulaire du grade d'attaché scientifique peut prétendre à la promotion par avancement de grade au grade de directeur scientifique et il ne peut prétendre qu'à cette promotion. Seul le directeur scientifique peut prétendre à la promotion par avancement de grade au grade d'inspecteur général scientifique et il ne peut prétendre qu'à cette promotion.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'inspecteur général scientifique peut être promu au grade de directeur général aux mêmes conditions que l'inspecteur général. »

**Art. 16.** L'article 23 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 et du 29 avril 1999, doit se lire comme suit :

« Art. 23. Le transfert est le passage d'un fonctionnaire d'un emploi repris sous la rubrique « personnel scientifique » dans un cadre à un emploi du même grade correspondant à ses aptitudes scientifiques et repris sous la rubrique « personnel scientifique » dans un autre cadre.

En cas de transfert, la commission visée à l'article 24 formule, après consultation des jurys concernés, une proposition afin de pourvoir à la vacance d'emploi. »

**Art. 17.** L'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, doit se lire comme suit :

« La commission visée à l'article 24 déclare, après consultation des jurys concernés, les demandes de transfert compatibles ou non avec les besoins du service. »

**Art. 18.** L'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, doit se lire comme suit :

« Le transfert est décidé par le Gouvernement en faveur du fonctionnaire qui, parmi ceux proposés par la commission visée à l'article 24, après consultation des jurys concernés, justifie de l'ancienneté la plus grande. »

**Art. 19.** L'article 27 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 27. Sans préjudice des conditions générales d'admissibilité, nul ne peut être recruté à un emploi du personnel scientifique s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être porteur d'un diplôme de fin d'études délivré après quatre ans d'études au moins par une université, par un des établissements y assimilés en vertu des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou par un des jurys institués pour la collation des grades académiques, et figurant sur la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques;

2° réunir les aptitudes scientifiques définies figurant sur la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques;

3° avoir réussi un concours de recrutement organisé par le secrétaire permanent au recrutement et dont le programme aura été préalablement défini par le jury en concertation avec le secrétaire permanent au recrutement;

4° avoir été occupé comme personnel scientifique dans le cadre d'un contrat de travail à temps plein pendant une durée minimum de quatre ans ou dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à temps partiel dont la somme des périodes d'occupation équivaut à l'occupation à temps plein pendant une durée de quatre ans. »

**Art. 20.** L'article 31, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Le supérieur hiérarchique immédiat du stagiaire ou le directeur de la formation établit deux rapports circonstanciés motivant son évaluation et les transmet au secrétaire général.

Le premier rapport est transmis avant la fin du quatrième mois.

Le second rapport est transmis avant la fin du huitième mois. »

**Art. 21.** L'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté n'est pas applicable.

**Art. 22.** L'article 36 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 36. En cas de création ou de suppression d'emploi, le Gouvernement peut muter ou transférer un fonctionnaire à un emploi inoccupé repris au cadre sous la rubrique « personnel scientifique » le plus proche possible de sa résidence administrative. »

**Art. 23.** L'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Lorsque l'intérêt du service le requiert, le Gouvernement peut muter ou transférer un fonctionnaire à un emploi inoccupé repris au cadre sous la rubrique « personnel scientifique ». »

**Art. 24.** L'article 38 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 38. Lorsqu'un fonctionnaire se voit attribuer l'évaluation négative visée à l'article 53, le Gouvernement peut muter ou transférer ce fonctionnaire à un emploi inoccupé repris au cadre sous la rubrique « personnel scientifique » le plus proche possible de sa résidence administrative. »

**Art. 25.** L'article 39, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 39. Dans tous les cas de mutation visés au présent chapitre, le conseil de direction, après consultation du ou des jurys concernés, formule une proposition et entend préalablement le fonctionnaire qui peut se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation du conseil de direction.

Dans tous les cas de transfert visés au présent chapitre, la commission visée à l'article 24, après consultation des jurys concernés, formule une proposition et entend préalablement le fonctionnaire qui peut se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation de la commission. »

**Art. 26.** L'article 40 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, doit se lire comme suit :

« Art. 40. La permutation est la mutation concomitante ou le transfert concomitant de deux fonctionnaires de même grade et de même qualification au sens de l'article 6 qui échangent leurs affectations respectives. »

**Art. 27.** L'article 41, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999, doit se lire comme suit :

« Les demandes de permutation au sein d'un même ministère ou organisme sont soumises au conseil de direction qui les déclare, après consultation du ou des jurys concernés, compatibles ou non avec les besoins du service. »

**Art. 28.** L'article 42, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999, doit se lire comme suit :

« Les demandes de permutation entre deux ministères, entre un ministère et un organisme ou entre deux organismes sont soumises à la commission visée à l'article 24 qui les déclare, après consultation des jurys concernés, compatibles ou non avec les besoins du service. »

#### CHAPITRE III. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région*

**Art. 29.** Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région, le traitement du directeur scientifique est toujours fixé dans l'échelle spéciale attachée au grade du rang A4 et le traitement de l'attaché scientifique est toujours fixé dans l'échelle spéciale attachée au grade du rang A5.

**Art. 30.** Par dérogation à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté, sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires et des augmentations spéciales les services effectifs que le membre du personnel scientifique a antérieurement prestés auprès d'institutions ou établissements d'enseignement libre subventionnés, comme titulaire d'une fonction non rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes.

**Art. 31.** Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires et des augmentations spéciales les services effectifs analogues ou équivalents que le membre du personnel scientifique a antérieurement prestés auprès d'institutions ou établissements relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

#### CHAPITRE IV. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région*

**Art. 32.** L'article 1<sup>er</sup> bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998, doit se lire comme suit :

« Article 1<sup>er</sup> bis. Les modifications apportées en application de l'article 6 du statut aux qualifications et aptitudes scientifiques auxquelles est subordonné l'accès à un emploi produisent leurs effets lorsque l'emploi cesse d'être occupé. »

**Art. 33.** L'article 1<sup>er</sup> *quater*, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998, doit se lire comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le répertoire visé à l'article 5 du statut mentionne la place de l'emploi dans le cadre, le service d'affectation, la résidence administrative et reproduit la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques à laquelle correspond l'emploi. »

**Art. 34.** L'article 4, alinéas 2 et 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998, doit se lire comme suit :

« La déclaration de vacance d'emploi ne figurant pas au dernier répertoire notifié en application de l'article 1<sup>er</sup> *quater* est portée successivement, s'il échet, à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par mutation, promotion par avancement de grade ou transfert au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le secrétaire général.

Le pli mentionne la place de l'emploi dans le cadre, le service d'affectation, la résidence administrative et reproduit la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques à laquelle correspond l'emploi. »

**Art. 35.** L'article 6, § 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998, n'est pas applicable.

**Art. 36.** L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998, doit se lire comme suit :

« La proposition du conseil de direction préalable à la promotion par avancement à un grade des rangs A4 et A3 est notifiée aux candidats par pli recommandé à la poste avec accusé de réception. »

**Art. 37.** L'article 27 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 27. Les rapports d'évaluation sont établis collégialement par le supérieur hiérarchique immédiat du stagiaire et le directeur de la formation du Ministère de la Région wallonne. »

**Art. 38.** L'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998, doit se lire comme suit :

« Art. 30. Tout fonctionnaire peut bénéficier, dans les conditions prévues aux sections II et III, d'une dispense de service en vue de suivre :

- 1° une formation à la demande de son service;
- 2° une formation d'épanouissement individuel.

L'alinéa 1<sup>er</sup> est également applicable aux membres du personnel scientifique occupés sous contrat de travail.

Les formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont organisées par la direction de la formation ou agréées par le secrétaire général du ministère concerné, après avis du directeur de la formation. »

**Art. 39.** Les articles 39 à 42 du même arrêté ne sont pas applicables.

**Art. 40.** Les articles 55 à 66 du même arrêté ne sont pas applicables.

#### CHAPITRE V. — *Modalités d'engagement du personnel scientifique contractuel*

**Art. 41.** Constituent des tâches spécifiques au sens de l'article 2, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux les activités scientifiques exercées au sein d'un service ou organisme visé à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 42.** Se voit reconnaître la qualité de membre du personnel scientifique contractuel l'agent contractuel qui remplit les conditions suivantes:

- 1° être porteur d'un diplôme de fin d'études délivré après quatre ans d'études au moins par une université, par un des établissements y assimilés en vertu des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou par un des jurys institués pour la collation des grades académiques;
- 2° disposer d'un contrat écrit qui mentionne explicitement qu'il a été engagé pour exercer principalement des activités scientifiques dans un service ou organisme visé à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 43.** Les engagements contractuels à opérer en application du présent chapitre sont annoncés préalablement au *Moniteur belge* selon les modalités fixées par le jury.

Le jury classe les candidats en fonction de leur valeur scientifique.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 44.** L'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 1994 fixant le statut des agents de l'Institut scientifique de Service public est abrogé.

**Art. 45.** Est nommé d'office, avec effet à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, au grade d'inspecteur général scientifique, de directeur scientifique ou d'attaché scientifique, selon qu'il est titulaire du grade d'inspecteur général, de directeur ou de premier attaché ou attaché, le fonctionnaire qui remplit les conditions suivantes :

- 1° être porteur d'un diplôme de fin d'études délivré après quatre ans d'études au moins par une université, par un des établissements y assimilés en vertu des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou par un des jurys institués pour la collation des grades académiques;
- 2° être occupé à l'entrée en vigueur du présent arrêté dans un service ou un organisme visé à l'article 1<sup>er</sup>;
- 3° y exercer principalement des activités reconnues scientifiques par le jury.

L'ancienneté dans les rangs A5 et A6 est prise en compte pour fixer l'ancienneté dans le rang A6 de l'attaché scientifique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le jury statue sur l'existence de la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, dans les quatre mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 46.** Se voit reconnaître la qualité de membre du personnel scientifique contractuel, avec effet à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'agent contractuel qui réunit les conditions visées à l'article 45, alinéa 1<sup>er</sup>.

L'article 45, alinéa 3, est applicable.

La reconnaissance de la qualité de membre du personnel scientifique contractuel et ses conséquences font l'objet d'un avenant au contrat.

**Art. 47.** Le membre du personnel scientifique contractuel visé à l'article 46 voit le jury assimiler ses périodes d'occupation consacrées principalement à des activités scientifiques dans un service ou un organisme visé à l'article 1<sup>er</sup> antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté aux périodes d'occupation visées à l'article 27, 4<sup>e</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région tel qu'il est remplacé par l'article 19.

Le jury se prononce dans les quatre mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 48.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*.

**Art. 49.** Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

---

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2472

[S - C - 99/27597]

#### **3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87 § 3 abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 und vom 29. April 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 und vom 29. April 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten des "Institut scientifique de service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststellen);

Aufgrund des am 22. Juli 1998 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Protokolls Nr. 279 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 18. September 1998;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 26. November 1998 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 31. März 1999 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Allein die folgenden Dienststellen oder Einrichtungen sind berechtigt, wissenschaftliches Personal zu beschäftigen:

- 1<sup>o</sup> die Dienststelle für Studien und Statistik des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 2<sup>o</sup> das Wissenschaftliche Zentrum Gembloux des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 3<sup>o</sup> die Direktion der Straßenstrukturen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 4<sup>o</sup> die Direktion der hydraulischen Forschungen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 5<sup>o</sup> die Direktion der Stahlstrukturen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 6<sup>o</sup> die Direktion der Betonstrukturen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 7<sup>o</sup> das "Institut scientifique de service public".

Als wissenschaftliches Personal gelten die Beamten, die Inhaber eines der Dienstgrade sind, die in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, so wie er durch Artikel 6 des vorliegenden Erlasses ersetzt wird, aufgeführt sind, sowie die nach Artikel 42 des vorliegenden Erlasses unter Arbeitsvertrag stehenden Personen, die in einer der in Absatz 1 erwähnten Dienststellen oder Einrichtungen beschäftigt sind.

Die Stellen, die den Inhabern der in Absatz 2 erwähnten Dienstgrade vorbehalten sind, werden im Stellenplan unter der Sonderrubrik "Wissenschaftliches Personal" angeführt.

Diese Stellen sind ausschließlich den Beamten vorbehalten, deren Tätigkeiten innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Dienststellen oder Einrichtungen hauptsächlich wissenschaftliche Forschungen oder die Leitung von wissenschaftlichen Forschungen, die von der Regierung auf begründeten Vorschlag des in Artikel 2 erwähnten Prüfungsausschusses anerkannt werden, umfassen.

**Art. 2 - § 1** - Es wird für jede der in Artikel 1, Absatz 1 erwähnten Dienststellen ein Prüfungsausschuss gebildet, der wie folgt zusammengesetzt ist:

1° die zwei Beamten mit dem höchsten Dienstgrad, denen die Dienststelle oder die Einrichtung unterstellt wird, oder ihre Beauftragten;

2° drei Lehrkräfte, die für die Angelegenheiten zuständig sind, die die Dienststelle oder die Einrichtung behandelt, und die aus den wallonischen und französischsprachigen Universitätsunterrichtsanstalten stammen.

Die drei in Absatz 1 2° erwähnten Lehrkräfte werden von der Regierung für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren bezeichnet. Sie haben Anspruch auf die Vergütungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten, die den Beamten der Region gewährt sind, und sind diesbezüglich dem Dienstrang A3 gleichgestellt.

Der Beamte mit dem höchsten Dienstgrad führt den Vorsitz des Prüfungsausschusses. Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

§ 2 - Im "Institut scientifique de Service public" nimmt die wissenschaftliche und technische Kommission die durch den vorliegenden Erlass dem Prüfungsausschuss zugewiesenen Aufgaben wahr.

**Art. 3** - Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses finden die folgenden Erlasse und Bestimmungen, in ihren abgeänderten Fassungen, Anwendung auf das in Artikel 1 erwähnte wissenschaftliche Personal, das endgültig ernannt oder zur Probezeit zugelassen ist:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region;

4° die gesamten Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen mit statutarischem Charakter, die am 1. Dezember 1994 Anwendung auf die Dienststellen der Wallonischen Regierung finden, insofern die vorerwähnten Erlasse oder Bestimmungen diese nicht aufheben.

**Art. 4** - Die Bestimmungen, durch die die Region die in Artikel 3 aufgeführten Erlasse und Bestimmungen abändern, ergänzen oder ersetzen würde, finden von Rechts wegen Anwendung auf das wissenschaftliche Personal, außer wenn sie auf die Bestimmungen, die Gegenstand der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Anwendungsbestimmungen gewesen sind, einwirken.

*KAPITEL II — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region*

**Art. 5** - Artikel 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region ist wie folgt zu lesen:

« Die Ränge, drei an der Zahl, gehören alle zur Stufe 1. »

**Art. 6** - Artikel 3 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Die Dienstgrade werden wie folgt auf die Ränge verteilt:

1° im Rang A3: der Dienstgrad eines wissenschaftlichen Generalinspektors;

2° im Rang A4: der Dienstgrad eines wissenschaftlichen Direktors;

3° im Rang A6: der Dienstgrad eines wissenschaftlichen Attachés. »

**Art. 7** - Artikel 6 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass vom 23. Januar 1997, ist wie folgt zu lesen:

« Art. 6 - Der Prüfungsausschuss, der in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, erwähnt ist, legt die Bedingungen für den Zugang zu jeder Stelle nach den nachstehenden Modalitäten fest.

Der Zugang zu einer Stelle nach einem der in Artikel 8 vorgesehenen Verfahren erfordert den Besitz der Qualifikationen und Befähigungen, die in dem entsprechenden Bogen zur Beschreibung der Qualifikation und der wissenschaftlichen Befähigungen angeführt sind.

Unter Qualifikation versteht man den Besitz eines bzw. mehrerer Diplome oder Zeugnisse.

Unter wissenschaftlicher Befähigung versteht man besondere Kenntnisse oder Fähigkeiten, die in den Bereich eines Wissens oder einer wissenschaftlichen Erfahrung fallen. »

**Art. 8** - Artikel 8 § 2 und § 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 ist wie folgt zu lesen:

« § 2 - Eine frei gewordene Anwartsstelle wird in folgender Reihenfolge besetzt durch:

1° Versetzung auf Antrag des Beamten;

2° Transferierung auf Antrag des Beamten;

3° Anwerbung.

Eine Anwartschaftsstelle, die durch Versetzung auf Antrag des Beamten oder durch Transferierung auf Antrag des Beamten frei geworden ist, wird jedoch durch Anwerbung besetzt.

§ 3. Die Regierung legt das Verfahren für die Bewerbung um eine Versetzung, eine Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad und eine Transferierung fest. »

**Art. 9** - Artikel 9 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Art. 9 - Nur die Stellen eines wissenschaftlichen Attachés und eines wissenschaftlichen Generalinspektors können durch Anwerbung vergeben werden. »

**Art. 10** - Artikel 10 bis 12 desselben Erlasses sind nicht anwendbar.

**Art. 11** - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 und vom 29. April 1999, ist wie folgt zu lesen:

« Art. 14 - Die Versetzung ist der Übergang eines Beamten von einer Stelle, die unter der Rubrik "Wissenschaftliches Personal" in einem Stellenplan angeführt ist, zu einer anderen Stelle mit demselben Dienstgrad in demselben Stellenplan, die seinen wissenschaftlichen Befähigungen entspricht und unter der Rubrik "Wissenschaftliches Personal" angeführt ist.

In diesem Falle äußert der Direktionsrat nach Begutachtung durch den bzw. die betreffenden Prüfungsausschüsse einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen. »

**Art. 12** - Artikel 15 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, ist wie folgt zu lesen:

« Die Anträge auf Versetzung werden dem Direktionsrat vorgelegt, der nach Begutachtung durch den bzw. die betreffenden Prüfungsausschüsse darüber befindet, ob sie mit den Erfordernissen des ursprünglichen Dienstes und denjenigen des Dienstes, für den der Beamte seine Versetzung beantragt, vereinbar ist oder nicht. »

**Art. 13** - Artikel 16 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, ist wie folgt zu lesen:

« Die Regierung befindet über die Versetzung zugunsten des Beamten, der unter den vom Direktionsrat nach Begutachtung durch den bzw. die betroffenen Prüfungsausschüsse vorgeschlagenen Beamten das höchste Dienstalter aufweist. »

**Art. 14** - Artikel 17 Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, ist wie folgt zu lesen:

« In diesem Fall äußert der Direktionsrat nach Begutachtung durch den bzw. die betreffenden Prüfungsausschüsse für die frei gewordenen Stellen der Ränge A3 und A4 einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen. »

**Art. 15** - Artikel 18 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, ist wie folgt zu lesen:

« Um durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert zu werden, muss der Beamte folgende Bedingungen erfüllen:

1° ein Dienstalter von vier Jahren im selben Rang haben;

2° eine positive Bewertung erhalten haben;

3° wissenschaftliche Tätigkeiten, deren Wert durch den Prüfungsausschuss anerkannt wird, nachweisen können;

4° die Fähigkeiten zur Leitung eines Dienstes, die vom Direktionsrat überprüft werden, nachweisen können;

5° nicht unter der Wirkung einer endgültigen Disziplinarstrafe sein, die auferlegt wurde, bevor die Stelle für offen erklärt wurde und die nicht gestrichen wurde.

Nur der Inhaber des Dienstgrads eines wissenschaftlichen Attachés ist berechtigt, Anspruch auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad zum Dienstgrad eines wissenschaftlichen Direktors zu erheben und er darf nur diese Beförderung beantragen. Nur der wissenschaftliche Direktor ist berechtigt, Anspruch auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad zum Dienstgrad eines wissenschaftlichen Generalinspektors zu erheben und er darf nur diese Beförderung beantragen.

In Abweichung von Absatz 1 kann der wissenschaftliche Generalinspektor zum Dienstgrad eines Generaldirektors unter denselben Bedingungen wie der Generalinspektor befördert werden. »

**Art. 16** - Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 und vom 29. April 1999, ist wie folgt zu lesen:

« Art. 23 - Die Transferierung ist der Übergang eines Beamten von einer Stelle, die unter der Rubrik "Wissenschaftliches Personal" in einem Stellenplan angeführt ist, zu einer Stelle mit demselben Dienstgrad, die seinen wissenschaftlichen Befähigungen entspricht und unter der Rubrik "Wissenschaftliches Personal" in einem anderen Stellenplan angeführt ist.

Im Falle einer Transferierung äußert der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss, nach Begutachtung durch die betreffenden Prüfungsausschüsse, einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen. »

**Art. 17** - Artikel 25 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, ist wie folgt zu lesen:

« Der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss befindet nach Begutachtung durch die betroffenen Prüfungsausschüsse darüber, ob die Anträge auf Transferierung mit den Erfordernissen des Dienstes vereinbar sind oder nicht. »

**Art. 18** - Artikel 26 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, ist wie folgt zu lesen:

« Die Regierung gewährt die Transferierung dem Beamten, der unter den Beamten, die von dem in Artikel 24 erwähnten Ausschuss nach Begutachtung durch die betroffenen Prüfungsausschüsse vorgeschlagen wurden, das höchste Dienstalter aufweist. »



**Art. 19** - Artikel 27 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Art. 27 - Unbeschadet der allgemeinen Zulassungsbedingungen darf keiner zu einer Stelle des wissenschaftlichen Personals beschäftigt werden, wenn er die folgenden Bedingungen nicht erfüllt:

1° Inhaber eines Abschlussdiploms sein, das nach mindestens vier Studienjahren von einer Universität, einer der aufgrund der Gesetze über die Verleihung der akademischen Grade und das Programm der Universitätsprüfungen als gleichwertig anerkannten Einrichtungen oder einem für die Verleihung der akademischen Grade errichteten Prüfungsausschuss verliehen wurde und das auf dem Bogen zur Beschreibung der Qualifikationen und Befähigungen steht;

2° alle bestimmten wissenschaftlichen Befähigungen, die auf dem Bogen zur Beschreibung der Qualifikationen und der wissenschaftlichen Befähigungen stehen, aufweisen;

3° eine durch das Ständige Anwerbungssekretariat organisierte Prüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, deren Programm vorher durch den Prüfungsausschuss zusammen mit dem Ständigen Anwerbungssekretär festgelegt wurde;

4° als wissenschaftliches Personal im Rahmen eines Vollzeitarbeitsvertrags während einer Dauer von mindestens vier Jahren oder im Rahmen eines bzw. mehrerer Teilzeitarbeitsverträge, deren gesamte Beschäftigungsdauer einer Vollzeitbeschäftigung während einer Dauer von vier Jahren entspricht, beschäftigt worden sein. »

**Art. 20** - Artikel 31 § 1 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Der unmittelbar hierarchische Vorgesetzte des Beamten auf Probe oder der Direktor der Ausbildung erstellt zwei ausführliche Berichte mit der Begründung seiner Bewertung und leitet sie an den Generalsekretär weiter.

Der erste Bericht wird vor Ende des vierten Monats übermittelt.

Der zweite Bericht wird vor Ende des achten Monats übermittelt. »

**Art. 21** - Artikel 35 Absatz 1 desselben Erlasses ist nicht anwendbar.

**Art. 22** - Artikel 36 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Art. 36 - Bei der Schaffung oder Streichung einer Stelle kann die Regierung einen Beamten auf eine unbesetzte Stelle, die im Stellenplan unter der Rubrik "Wissenschaftliches Personal" angeführt ist und die so nahe wie möglich an seinem Amtssitz liegt, versetzen bzw. transferieren. »

**Art. 23** - Artikel 37 Absatz 1 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Die Regierung kann einen Beamten auf eine andere unbesetzte Stelle, die im Stellenplan unter der Rubrik "Wissenschaftliches Personal" angeführt ist, versetzen bzw. transferieren, wenn das Interesse des Dienstes es erfordert. »

**Art. 24** - Artikel 38 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Art. 38 - Wenn ein Beamter die in Artikel 53 erwähnte negative Bewertung erhält, kann die Regierung ihn auf eine unbesetzte Stelle, die im Stellenplan unter der Rubrik "Wissenschaftliches Personal" angeführt ist und die so nahe wie möglich an seinem Amtssitz liegt, versetzen bzw. transferieren. »

**Art. 25** - Artikel 39 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Art. 39 - In allen im vorliegenden Kapitel erwähnten Fällen einer Versetzung macht der Direktionsrat nach Begutachtung durch den bzw. die betroffenen Prüfungsausschüsse einen Vorschlag und hört vorher den Beamten an, der auf den Beistand einer Person seiner Wahl zurückgreifen kann. Wenn dieser der Vorladung des Direktionsrates nicht nachkommt, wird -außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung- davon ausgegangen, dass er angehört worden ist.

In allen im vorliegenden Kapitel erwähnten Fällen einer Versetzung macht der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss nach Begutachtung durch die betroffenen Prüfungsausschüsse einen Vorschlag und hört vorher den Beamten an, der auf den Beistand einer Person seiner Wahl zurückgreifen kann. Wenn dieser der Vorladung des Direktionsrates nicht nachkommt, wird -außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung- davon ausgegangen, dass er angehört worden ist. »

**Art. 26** - Artikel 40 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, ist wie folgt zu lesen:

« Art. 40 - Der Stellentausch ist die parallellaufende Versetzung bzw. die parallellaufende Transferierung zweier Beamter gleichen Ranges und gleicher Qualifikation im Sinne von Artikel 6, die ihren jeweiligen Dienstposten tauschen. »

**Art. 27** - Artikel 41, Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999, ist wie folgt zu lesen:

« Die Anträge auf Stellentausch innerhalb eines selben Ministeriums bzw. einer selben Einrichtung werden dem Direktionsrat vorgelegt, der nach Begutachtung durch den bzw. die betroffenen Prüfungsausschüsse darüber befindet, ob sie mit den Erfordernissen des Dienstes vereinbar sind oder nicht. »

**Art. 28** - Artikel 42 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999, ist wie folgt zu lesen:

« Die Anträge auf Stellentausch zwischen zwei Ministerien, zwischen einem Ministerium und einer Einrichtung oder zwischen zwei Einrichtungen werden dem in Artikel 24 erwähnten Ausschuss vorgelegt, der nach Begutachtung durch die betroffenen Prüfungsausschüsse darüber befindet, ob sie mit den Erfordernissen des Dienstes vereinbar sind oder nicht. »

KAPITEL III — *Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region*

**Art. 29** - In Abweichung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region wird das Gehalt des wissenschaftlichen Direktors immer in der Sonderstufe, die mit dem Dienstgrad des Ranges A4 verbunden ist, festgelegt, während das Gehalt des wissenschaftlichen Attachés immer in der Sonderstufe, die mit dem Dienstgrad des Ranges A5 verbunden ist, festgelegt wird.

**Art. 30** - In Abweichung von Artikel 13, § 1, 3° desselben Erlasses sind für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen und der besonderen Erhöhungen ebenfalls die effektiven Dienste zulässig, die das wissenschaftliche Personalmitglied vorher bei subventionierten freien Lehranstalten oder -einrichtungen als Inhaber einer nicht durch einen Gehaltszuschuss besoldeten Funktion, bei der volle Leistungen erbracht worden sind, geleistet hat.

**Art. 31** - Für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen und der besonderen Erhöhungen sind ebenfalls die effektiven vergleichbaren oder gleichwertigen Dienste zulässig, die das wissenschaftliche Personalmitglied vorher in Anstalten oder Einrichtungen, die einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union unterstehen, geleistet hat.

KAPITEL IV — *Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region*

**Art. 32** - Artikel 1bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, ist wie folgt zu lesen:

« Art. 1bis - Die in Anwendung von Artikel 6 des Statuts in den Qualifikationen und wissenschaftlichen Befähigungen vorgenommenen Abänderungen, an welche der Zugang zu einer Stelle geknüpft wird, werden wirksam, wenn die Stelle nicht mehr besetzt ist. »

**Art. 33** - Artikel 1quater § 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, ist wie folgt zu lesen:

« § 1 - Das in Artikel 5 des Statuts erwähnte Register gibt den Platz der Stelle im Stellenplan, die zugewiesene Dienststelle und den Amtssitz an und gibt den dieser Stelle entsprechenden Bogen zur Beschreibung der Qualifikationen und der wissenschaftlichen Befähigungen wieder. »

**Art. 34** - Artikel 4 Absätze 2 und 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, ist wie folgt zu lesen:

« Die Offenerklärung einer Stelle, die nicht im letzten in Anwendung von Artikel 1quater zugestellten Register angeführt wird, wird gegebenenfalls aufeinanderfolgend zur Kenntnis der Beamten gebracht, denen diese Stelle durch Beförderung durch Aufstieg in die höhere Stufe, Versetzung, Beförderung durch Aufstieg im Dienstgrad oder Transferierung zugeteilt werden könnte, und zwar anhand eines vom Generalsekretär durch bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefes mit Empfangsbescheinigung.

In diesem Brief wird der Platz der Stelle im Stellenplan, die zugewiesene Dienststelle und der Amtssitz erwähnt und wird der dieser Stelle entsprechende Bogen zur Beschreibung der Qualifikationen und der wissenschaftlichen Befähigungen wiedergegeben. »

**Art. 35** - Artikel 6 § 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, ist nicht anwendbar.

**Art. 36** - Artikel 7 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, ist wie folgt zu lesen:

« Der vor der Beförderung durch Aufsteigen in einen Dienstgrad der Ränge A4 und A3 abgegebene Vorschlag des Direktionsrats wird den Bewerbern mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbescheinigung mitgeteilt. »

**Art. 37** - Artikel 27 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

« Art. 27 - Die Bewertungsberichte werden gemeinsam vom unmittelbar hierarchischen Vorgesetzten des Beamten auf Probe und vom Direktor der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region erstellt. »

**Art. 38** - Artikel 30 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, ist wie folgt zu lesen:

« Art. 30 - Jeder Beamte kann unter den in den Abschnitten II und III vorgesehenen Bedingungen freigestellt werden, um:

1° auf Anfrage seines Dienstes an einer Ausbildung teilzunehmen;

2° an einer Ausbildung zur persönlichen Entfaltung teilzunehmen.

Absatz 1 findet ebenfalls Anwendung auf die wissenschaftlichen Personalmitglieder, die unter Arbeitsvertrag stehen.

Die in Absatz 1 erwähnten Ausbildungen werden von der Direktion der Ausbildung organisiert oder vom Generalsekretär des betreffenden Ministeriums nach Gutachten des Direktors der Ausbildung anerkannt. »

**Art. 39** - Artikel 39 bis 42 desselben Erlasses sind nicht anwendbar.

**Art. 40** - Artikel 55 bis 66 desselben Erlasses sind nicht anwendbar.

KAPITEL V — *Modalitäten für die Einstellung des wissenschaftlichen Vertragspersonals*

**Art. 41** - Die wissenschaftlichen Tätigkeiten, die innerhalb einer in Artikel 1 erwähnten Dienststelle bzw. Einrichtung ausgeübt werden, bilden spezifische Aufgaben im Sinne von Artikel 2 Absatz 2 3° des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze.

**Art. 42** - Die Eigenschaft eines wissenschaftlichen Vertragspersonalmitglieds wird dem Vertragsbediensteten, der die folgenden Bedingungen erfüllt, zuerkannt:

1° Inhaber eines Abschlussdiploms sein, das nach mindestens vier Studienjahren von einer Universität, einer der aufgrund der Gesetze über die Verleihung der akademischen Grade und das Programm der Universitätsprüfungen als gleichwertig anerkannten Einrichtungen oder einem für die Verleihung der akademischen Grade errichteten Prüfungsausschuss verliehen wurde;

2° über einen schriftlichen Vertrag verfügen, in dem ausdrücklich festgestellt wird, dass er eingestellt worden ist, um hauptsächlich wissenschaftliche Tätigkeiten in einer in Artikel 1 erwähnten Dienststelle bzw. Einrichtung auszuüben.

**Art. 43** - Die in Anwendung des vorliegenden Kapitels vorzunehmenden Einstellungen werden vorher im Belgischen Staatsblatt nach den vom Prüfungsausschuss festgelegten Modalitäten bekanntgegeben.

Der Prüfungsausschuss ordnet die Bewerber je nach ihrem wissenschaftlichen Wert an.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 44** - Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten des "Institut scientifique de Service public" wird aufgehoben.

**Art. 45** - Der Beamte, der die nachstehenden Bedingungen erfüllt, wird mit Wirkung vom Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses von Amts wegen im Dienstgrad eines wissenschaftlichen Generalinspektors, eines wissenschaftlichen Direktors oder eines wissenschaftlichen Attachés ernannt, je nachdem, ob er Inhaber des Dienstgrades eines Generalinspektors, eines Direktors oder eines ersten Attachés oder Attachés ist:

1° Inhaber eines Abschlussdiploms sein, das nach mindestens vier Studienjahren von einer Universität, einer der aufgrund der Gesetze über die Verleihung der akademischen Grade und das Programm der Universitätsprüfungen als gleichwertig anerkannten Einrichtungen oder einem für die Verleihung der akademischen Grade errichteten Prüfungsausschuss verliehen wurde;

2° am Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in einer in Artikel 1 erwähnten Dienststelle bzw. Einrichtung beschäftigt sein;

3° dort hauptsächlich vom Prüfungsausschuss anerkannte wissenschaftliche Tätigkeiten ausüben.

Das Dienstalder in den Rängen A5 und A6 wird berücksichtigt, um das Dienstalder im Rang A6 des in Absatz 1 erwähnten wissenschaftlichen Attachés festzulegen.

Der Prüfungsausschuss befindet innerhalb von vier Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses darüber, ob die in Absatz 1, 3° erwähnte Bedingung erfüllt ist.

**Art. 46** - Die Eigenschaft eines wissenschaftlichen Vertragspersonalmitglieds wird mit Wirkung vom Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses dem Vertragsbediensteten, der die in Artikel 45 Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt, zuerkannt.

Artikel 45 Absatz 3 ist nicht anwendbar.

Die Anerkennung der Eigenschaft eines wissenschaftlichen Vertragspersonalmitglieds und ihre Auswirkungen sind Gegenstand eines Zusatzes zum Vertrag.

**Art. 47** - Die Beschäftigungsperioden des in Artikel 46 erwähnten wissenschaftlichen Vertragspersonalmitglieds, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses hauptsächlich wissenschaftlichen Tätigkeiten in einer in Artikel 1 erwähnten Dienststelle oder Einrichtung gewidmet sind, werden den Beschäftigungsperioden gleichgestellt, die in Artikel 27 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, wie er durch Artikel 19 ersetzt wurde, erwähnt sind.

Der Prüfungsausschuss befindet darüber innerhalb von vier Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

**Art. 48** - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats nach demjenigen, im Laufe dessen er im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wurde, in Kraft.

**Art. 49** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2472

[S - C - 99/27597]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 en bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 en bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van het Institut scientifique de Service public (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol nr. 279 van het sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 18 september 1998;

Gelet op de beslissing van de Regering van 26 november 1998 over het verzoek om advies binnen de termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 31 maart 1999, overeenkomstig artikel 84, 1<sup>e</sup> lid, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Alleen de volgende diensten of instellingen zijn gemachtigd wetenschappelijk personeel in dienst te nemen :

1. de Dienst Studies en Statistiek van het Ministerie van het Waalse Gewest;
2. het Wetenschappelijk Centrum van Gembloers van het Ministerie van het Waalse Gewest;
3. de Directie Wegenstructuur van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;
4. de Directie Waterbouwkundig Onderzoek van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;
5. de Directie Metaalstructuren van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;
6. de Directie Betonstructuren van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;
7. het "Institut scientifique de service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut).

Onder wetenschappelijk personeel dient te worden verstaan de ambtenaren die drager zijn van een van de graden vermeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, zoals vervangen bij artikel 6 van dit besluit, alsook de personen in dienst genomen met een arbeidsovereenkomst overeenkomstig artikel 42 van dit besluit en tewerkgesteld in een van de in het 1<sup>e</sup> lid bedoelde diensten of instellingen.

De betrekkingen voorbehouden aan de titularissen van de in het 2<sup>e</sup> lid bedoelde graden worden in de personeelsformatie opgenomen in de bijzondere categorie "wetenschappelijk personeel".

Deze betrekkingen worden uitsluitend voorbehouden aan ambtenaren van de in het eerste lid bedoelde diensten en instellingen, wier activiteiten bestaan uit wetenschappelijk onderzoek of uit de leiding over wetenschappelijk onderzoek zoals erkend door de Regering op gemotiveerd voorstel van de in artikel 2 bedoelde jury.

**Art. 2.** § 1. Voor iedere dienst bedoeld in artikel 1, 1<sup>e</sup> lid wordt er een jury ingesteld die samengesteld is als volgt :

1. de twee ambtenaren met de hoogste graad onder wie de dienst of de instelling ressorteren, of hun afgevaardigden;
2. drie docenten bevoegd in de aangelegenheden behandeld door de dienst of door de instelling die verbonden zijn aan Waalse of Franstalige instellingen van universitair onderwijs.

De drie in het 1<sup>e</sup> lid, 2<sup>o</sup> bedoelde docenten worden door de Regering aangesteld voor drie jaar hernieuwbaar. Zij hebben recht op de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten toegekend aan de ambtenaren van het Gewest en worden daarvoor gelijkgesteld met rang A3.

De ambtenaar met de hoogste graad is voorzitter van de jury. De beslissingen worden er met de gewone meerderheid van stemmen genomen, die van de voorzitter zijnde doorslaggevend bij staking der stemmen.

§ 2. Bij het "Institut scientifique de service public" worden de bij dit besluit aan de jury toegedeelde taken waargenomen door de wetenschappelijke en technische commissie.

**Art. 3.** Onverminderd de bepalingen van dit besluit, zijn volgende besluiten en bepalingen zoals gewijzigd toepasselijk op het in artikel 1 bedoelde statutair of stagiair wetenschappelijk personeel :

1. het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest;
2. het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;
3. het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest;
4. alle wettelijke en reglementaire bepalingen van statutaire aard toepasselijk op de diensten van de Waalse Regering op 1 december 1994 in de mate dat voornoemde besluiten en bepalingen ze niet opheffen.

**Art. 4.** De bepalingen waarbij het Gewest de in artikel 3 vermelde besluiten en bepalingen zou wijzigen, aanvullen of vervangen zullen van rechtswege toepasselijk zijn op het wetenschappelijk personeel behalve indien zij bepalingen beïnvloeden die het onderwerp zijn geweest van toepassingsmodaliteiten voorzien in dit besluit.

*HOOFDSTUK II. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest*

**Art. 5.** Artikel 2, 2de lid, van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest dient te worden gelezen als volgt :

« De rangen, drie in getal, behoren allen tot niveau 1. »

**Art. 6.** Artikel 3, § 1, 2de lid van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« De graden worden ingedeeld als volgt tussen de rangen :

1. in rang A3, de graad van wetenschappelijk inspecteur-generaal;
2. in rang A4, de graad van wetenschappelijk directeur;
3. in rang A6, de rang van wetenschappelijk attaché. »

**Art. 7.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 6. De jury bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren bepaalt de toegangsvoorwaarden tot elke betrekking volgens de hierna volgende modaliteiten.

Voor de toegang tot een betrekking volgens een wijze voorzien in artikel 8 moeten de gegadigden beschikken over de kwalificaties en wetenschappelijke vaardigheid zoals bedongen in de fiche van de kwalificaties en de wetenschappelijke bekwaamheden.

Onder kwalificatie dient te worden verstaan het houden van één of meerdere diploma's of getuigschriften.

Onder wetenschappelijke bekwaamheden dient te worden verstaan bijzondere kennis of vaardigheid op het vlak van een wetenschappelijke kennis of ervaring. »

**Art. 8.** Artikel 8, §§ 2 en 3, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999, dient te worden gelezen als volgt :

« § 2. Er wordt voorzien in een vacante wervingsbetrekking door achtereenvolgens :

1. mutatie op verzoek van de ambtenaar;
2. overplaatsing op verzoek van de ambtenaar;
3. werving.

Er wordt echter door aanwerving voorzien in een wervingsbetrekking vrijgekomen bij mutatie op verzoek van de ambtenaar of bij overplaatsing op verzoek van de ambtenaar.

§ 3. De Regering bepaalt de procedure inzake de kandidatuur voor een mutatie, een bevordering bij verhoging van graad en een overplaatsing. »

**Art. 9.** Artikel 9 van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 9. Alleen de betrekkingen van wetenschappelijk attaché en van wetenschappelijk inspecteur-generaal mogen toegekend worden bij werving. »

**Art. 10.** Artikelen 10 tot 12 van hetzelfde besluit worden niet toegepast.

**Art. 11.** Artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 januari 1997 en 29 april 1999, dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 14. De mutatie is de overgang van een ambtenaar van een betrekking gerangschikt onder de rubriek "wetenschappelijk personeel" in een personeelsformatie naar een andere betrekking in dezelfde graad van dezelfde personeelsformatie die overeenstemt met zijn wetenschappelijke vaardigheid en gerangschikt onder de rubriek "wetenschappelijk personeel".

In dat geval en na raadpleging van de betrokken(e) jury's doet de directieraad een voorstel om in de vacante betrekking te voorzien. »

**Art. 12.** Artikel 15, 2° lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, dient te worden gelezen als volgt :

« De mutatieaanvragen worden aan de directieraad voorgelegd, die, na raadpleging van de betrokken(e) jury's, ze al dan niet verenigbaar verklaart met de behoeften van de dienst van herkomst en met die van de dienst waarvoor de ambtenaar zijn mutatie aanvraagt. »

**Art. 13.** Artikel 16, § 1, 1° lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, dient te worden gelezen als volgt :

« De mutatie wordt door de Regering toegekend aan de ambtenaar die, tussen die voorgesteld worden door de directieraad en na raadpleging van de betrokken(e) jury's, de grootste anciënniteit doet gelden. »

**Art. 14.** Artikel 17, 2° lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999, dient te worden gelezen als volgt :

« In dat geval, wat betreft de vacante betrekkingen in rangen A3 en A4, doet de directieraad, na raadpleging van de betrokken(e) jury's, een voorstel om in de vacante betrekking te voorzien. »

**Art. 15.** Artikel 18 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, dient te worden gelezen als volgt :

« De ambtenaar die voldoet aan de volgende voorwaarden kan bevorderd worden bij verhoging in graad :

1. het bewijs van een graadanciënniteit van 4 jaar voorleggen;
2. het bewijs van een positieve evaluatie voorleggen;
3. het bewijs van wetenschappelijke activiteiten voorleggen waarvan de jury de waarde erkent;
4. een geschiktheid tot het leiden rechtvaardigen die door de jury gecontroleerd wordt;
5. geen definitieve tuchtstraf opgelopen hebben die vóór de vacantverklaring voorgesteld werd en die niet geschrapt is.

Alleen de titularis van de graad van wetenschappelijk attaché kan aanspraak maken op de bevordering bij verhoging van graad tot de graad van wetenschappelijk directeur en hij kan enkel aanspraak maken op deze bevordering.

In afwijking van het eerste lid kan de wetenschappelijke inspecteur-generaal bevorderd worden tot de graad van directeur-generaal onder dezelfde voorwaarden als de inspecteur-generaal. »

**Art. 16.** Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 januari 1997 en 29 april 1999, dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 23. De overplaatsing is de overgang van een ambtenaar van een betrekking gerangschikt onder de rubriek "wetenschappelijk personeel" in een personeelsformatie naar een betrekking in dezelfde graad die overeenstemt met zijn wetenschappelijke vaardigheid en gerangschikt onder de rubriek "wetenschappelijk personeel" in een andere personeelsformatie.

Bij overplaatsing doet de in artikel 24 bedoelde commissie een voorstel om in de vacante betrekking te voorzien. »

**Art. 17.** Artikel 25, 1° lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, dient te worden gelezen als volgt :

"De in artikel 24 bedoelde commissie verklaart, na raadpleging van de betrokkene jury's, de overplaatsingsaanvragen al dan niet verenigbaar met de behoeften van de dienst. »

**Art. 18.** Artikel 26, 1° lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, dient te worden gelezen als volgt :

« De overplaatsing wordt door de Regering toegekend aan de ambtenaar die, tussen die voorgesteld worden door de directieraad en na raadpleging van de betrokken(e) jury's, de grootste anciënniteit doet gelden. »

**Art. 19.** Artikel 27 van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 27. Onverminderd de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden kan niemand aangeworven worden voor een betrekking van wetenschappelijk personeel indien hij niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1. drager zijn van een eindstudiediploma uitgereikt na ten minste vier jaar studies door een universiteit, een instelling ermee gelijkgesteld krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens of door een van de jury's ingesteld voor de toekenning van de academische graden en die vermeld staat op de fiche van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden;
2. aan alle wetenschappelijke bepaalde vaardigheden beantwoorden die op de fiche van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden staan;
3. voor een door het vast wervingssecretariaat ingericht examen slagen, waarvan het programma voorafgaand bepaald werd door de jury in overleg met de vaste wervingssecretaris;
4. tewerkgesteld geweest zijn als wetenschappelijk personeel in het kader van een voltijdse arbeidsovereenkomst tijdens minimum vier jaar of in het kader van een of meerdere deeltijdse arbeidsovereenkomsten waarvan de som van de tewerkstellingsperiodes gelijk is aan een voltijdse tewerkstelling gedurende vier jaar. »

**Art. 20.** Artikel 31, § 1, van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« De rechtstreekse hiërarchische meerdere van de stagiair of de vormingsdirecteur maakt twee gedetailleerde verslagen op die zijn evaluatie motiveren en doet ze toekomen aan de secretaris-generaal.

Het eerste verslag wordt overgemaakt vóór het einde van de vierde maand.

Het tweede verslag wordt overgemaakt vóór het einde van de achtste maand. »

**Art. 21.** Artikel 35, 1° lid, van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

**Art. 22.** Artikel 36 van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 36. Bij opening of afschaffing van banen kan de Regering een ambtenaar muteren of overplaatsen naar een openstaande betrekking in de personeelsformatie onder de rubriek "wetenschappelijk personeel" zo dicht mogelijk bij zijn administratieve standplaats. »

**Art. 23.** Artikel 37, 1° lid van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« In het belang van de dienst kan de Regering een ambtenaar muteren of overplaatsen naar een openstaande betrekking in de personeelsformatie onder de rubriek "wetenschappelijk personeel. »

**Art. 24.** Artikel 38 van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 38. Wanneer een ambtenaar de in artikel 53 bedoelde negatieve evaluatie krijgt kan de Regering deze ambtenaar muteren of overplaatsen naar een openstaande betrekking in de personeelsformatie onder de rubriek "wetenschappelijk personeel" zo dicht mogelijk bij zijn administratieve standplaats. »

**Art. 25.** Artikel 39 van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 39. In alle mutatiegevallen bedoeld in dit hoofdstuk doet de directieraad, na raadpleging van de betrokkene jury(s) een voorstel en verhoort voorafgaand de ambtenaar die zich kan laten bijstaan door een persoon van zijn keuze. Behalve gegronde vermindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gevolg geeft aan de uitnodiging van de directieraad.

In alle gevallen van overplaatsing bedoeld bij dit hoofdstuk doet de in artikel 24 bedoelde commissie, na raadpleging van de betrokkene jury's een voorstel en verhoort voorafgaand de ambtenaar die zich kan laten bijstaan door een persoon van zijn keuze. Behalve gegronde vermindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gevolg geeft aan de uitnodiging van de directieraad. »

**Art. 26.** Artikel 40 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 40. De permutatie is de gelijktijdige mutatie of de gelijktijdige overplaatsing van twee ambtenaren met dezelfde graad en dezelfde kwalificatie in de zin van artikel 6 die hun respectievelijke aanstellingen uitwisselen. »

**Art. 27.** Artikel 41, 1ste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999, dient te worden gelezen als volgt :

« De permutatieaanvragen binnen eenzelfde ministerie of instelling worden voorgelegd aan de directieraad die, na raadpleging van de betrokkene jury(s), ze al dan niet verenigbaar verklaren met de behoeften van de dienst. »

**Art. 28.** Artikel 42, 1ste lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999, dient te worden gelezen als volgt :

« De permutatieaanvragen tussen twee ministeries, tussen een ministerie en een instelling of tussen twee instellingen worden voorgelegd aan de directieraad die, na raadpleging van de betrokkene jury's, ze al dan niet verenigbaar verklaren met de behoeften van de dienst. »

HOOFDSTUK III. — *Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest*

**Art. 29.** In afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest blijft de wedde van de wetenschappelijke directeur vastgesteld in de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A4 en de wedde van de wetenschappelijk attaché blijft vastgesteld in de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A5.

**Art. 30.** In afwijking van artikel 13, § 1, 3° van hetzelfde besluit komen eveneens in aanmerking voor de toekenning van tussentijdse verhogingen en van bijzondere verhogingen de diensten die het wetenschappelijk personeelslid werkelijk gepresteerd heeft bij gesubsidieerde inrichtingen of instellingen van het vrij onderwijs als titularis van een voltijdse functie die niet bezoldigd werd door een weddetoelage.

**Art. 31.** Voor de toekenning van tussentijdse verhogingen en van bijzondere verhogingen komen eveneens in aanmerking gelijksoortige en gelijkwaardige diensten die het wetenschappelijk personeelslid vroeger werkelijk gepresteerd heeft bij inrichtingen of instellingen die ressorteren onder een ander Lid-Staat van de Europese Unie.

HOOFDSTUK IV. — *Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmodaliteiten van het statuut van de ambtenaren van het Gewest*

**Art. 32.** Artikel 1bis van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmodaliteiten van het statuut van de ambtenaren van het Gewest, er ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998, dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 1bis. De overeenkomstig artikel 6 van het statuut aangebrachte wijzigingen aan de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden die de toegang verlenen tot een betrekking treden in werking wanneer de betrekking niet meer bekleed wordt. »

**Art. 33.** Artikel 1quater van hetzelfde besluit, er ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998, dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 1quater. Het in artikel 5 van het statuut bedoelde repertorium vermeldt de plaats van de betrekking in de personeelsformatie, de aanstellingsdienst, de administratieve standplaats en de fiche van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden waarmee de betrekking overeenstemt. »

**Art. 34.** Artikel 4, 2° en 3° lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998, dient te worden gelezen als volgt :

« De verklaring van een vacante betrekking die niet vermeld is in het laatste repertorium bekendgemaakt overeenkomstig artikel 1quater wordt vervolgens ter kennis gebracht, indien nodig, aan de ambtenaren die in aanmerking zouden komen om ze te bekomen bij mutatie, bevordering bij verhoging van graad of overplaatsing door de secretaris-generaal bij een ter Post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Dit bericht vermeldt de plaats van de betrekking in de personeelsformatie, de aanstellingsdienst, de administratieve standplaats en de fiche van wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden waarmee de betrekking overeenstemt. »

**Art. 35.** Artikel 6, § 3, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998, is niet van toepassing.

**Art. 36.** Artikel 7, 1° lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998, dient te worden gelezen als volgt :

« Het voorstel van de directieraad voorafgaand aan de bevordering bij verhoging tot een graad van rangen A4 en A3 wordt betekend aan de kandidaten bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs. »

**Art. 37.** Artikel 27 van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 27. De evaluatieverslagen worden collegiaal opgemaakt door de onmiddellijke hiërarchische meerdere van de stagiair en de vormingsdirecteur van het Ministerie van het Waalse Gewest. »

**Art. 38.** Artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998, dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 30. Iedere ambtenaar kan recht hebben onder de in secties II en III voorziene voorwaarden op een dienstvrijstelling om een vorming te volgen :

1. op verzoek van zijn dienst,
2. voor zijn persoonlijke ontplooiing.

Het eerste lid is eveneens toepasselijk op de wetenschappelijke personeelsleden in dienst genomen met een arbeidsovereenkomst.

De in het eerste lid bedoelde vormen worden georganiseerd door de Directie Vorming of erkend door de secretaris van het betrokkene ministerie, na advies van de vormingsdirecteur. »

**Art. 39.** Artikelen 39 tot 42 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing.

**Art. 40.** Artikelen 55 tot 66 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing.

#### HOOFDSTUK V. — *Modaliteiten voor de indienstneming van het wetenschappelijk contractueel personeel*

**Art. 41.** De specifieke taken in de zin van artikel 2, 2e lid, 3°, van het koninklijk besluit tot vaststelling van de algemene beginselen bestaan uit de wetenschappelijke activiteiten uitgeoefend in een in artikel 1 bedoelde dienst of instelling.

**Art. 42.** De hoedanigheid van wetenschappelijk contractueel personeelslid wordt toegekend aan de contractueel die aan volgende voorwaarden voldoet :

1. drager zijn van een eindstudiediploma uitgereikt na ten minste vier jaar studies door een universiteit, een instelling ermee gelijkgesteld krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens of door een van de jury's ingesteld voor de toekenning van de academische graden;
2. over een schriftelijke overeenkomst beschikken die duidelijk vermeldt dat het in dienst werd genomen om hoofdzakelijk wetenschappelijke activiteiten uit te oefenen in een in artikel 1 bedoelde dienst of instelling.

**Art. 43.** De contractuele indienstnemingen die moeten plaatsvinden krachtens dit hoofdstuk worden voorafgaand bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* volgens de door de jury bepaalde modaliteiten.

De kandidaten worden door de jury gerangschikt volgens hun wetenschappelijke waarde.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 44.** Artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van het « Institut scientifique de Service public » is opgeheven.

**Art. 45.** De ambtenaar die aan volgende voorwaarden voldoet wordt van ambtswege en met uitwerking op de datum van de inkrachttreding van dit besluit benoemd tot de graad van wetenschappelijk inspecteur-generaal, wetenschappelijk directeur of wetenschappelijk attaché al naar gelang hij de graad van inspecteur-generaal, directeur, eerste attaché of attaché draagt :

1. drager zijn van een eindstudiediploma uitgereikt na ten minste vier jaar studies door een universiteit, een instelling ermee gelijkgesteld krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens of door een van de jury's ingesteld voor de toekenning van de academische graden;
2. bij de inkrachttreding van dit besluit tewerkgesteld zijn in een in artikel 1 bedoelde dienst of instelling.
3. er hoofdzakelijk de door de jury erkende wetenschappelijke activiteiten uitoefenen.

Er wordt rekening met de anciënniteit in de rangen A5 en A6 voor de berekening van de anciënniteit in de rang A6 van de in het eerste lid bedoelde wetenschappelijke attaché.

De jury beraadslaagt over het bestaan van de in het 1° lid, 3° bedoelde voorwaarde binnen vier maanden na de inkrachttreding van dit besluit.

**Art. 46.** De hoedanigheid van wetenschappelijk contractueel personeelslid wordt met ingang van de datum van inkrachttreding van dit besluit toegekend aan de contractueel die aan de in artikel 45, eerste lid bedoelde voorwaarden voldoet.

Artikel 45, 3e lid, is van toepassing.

De erkenning van de hoedanigheid van wetenschappelijk contractueel personeelslid en zijn gevolgen is het onderwerp van een aanhangsel bij de overeenkomst.

**Art. 47.** De tewerkstellingsperiodes van het in artikel 46 bedoelde wetenschappelijk contractueel personeelslid die hoofdzakelijk uit wetenschappelijke activiteiten bij een in artikel 1 bedoelde dienst of instelling vóór de inkrachttreding van dit besluit worden door de jury gelijkgesteld met de tewerkstellingsperiodes bedoeld bij artikel 27, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, zoals vervangen bij artikel 19.

De jury spreekt zich uit binnen vier maanden na de inkrachttreding van dit besluit.

**Art. 48.** Dit besluit wordt van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op de maand van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 49.** De Minister tot wiens bevoegdheden Ambtenarenzaken behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME